

ALLIED AGAINST SIR WILFRID LAURIER.



La Patrie



38e ANNEE—No 184 — BEAU ET FRAIS

MONTREAL, LUNDI, 2 OCTOBRE 1916

LE NUMERO: UN CENTIN

AU CLUB CONSERVATEUR

LE GOUVERNEMENT A SAUVE L'AUTONOMIE DE NOTRE PROVINCE

Telle est la thèse qu'a développée dans un magistral discours, au sujet de la motion Lapointe, l'hon. M. T.-Chase Casgrain, samedi.—Une revue des obstacles de l'heure.

LE RESPECT DU FRANCAIS

L'honorable T.-C. Casgrain, ministre des Postes, a adressé la parole au club conservateur offert samedi par l'Association Libérale-Conservatrice de Montréal.

M. Casgrain a expliqué d'abord que si les ministres ne parlent pas tous français, c'est la faute de la langue, et non de la volonté. Il faut leur tenir compte du fait qu'ils ont des collègues qui ne parlent pas français, et qu'ils ne peuvent pas se permettre de ne pas leur parler français.

De plus, il ne croit pas que le respect pour la langue française soit une question de prestige. Il croit que c'est une question de justice. Il croit que nous avons le droit de nous faire entendre, et de nous faire comprendre.

M. Casgrain fait ensuite une magistrale analyse de la politique du gouvernement depuis 1911. Il décrit la prospérité matérielle du pays, explique son attitude et celle de ses collègues au sujet de la question linguistique, détail également la position des Canadiens-français dans le gouvernement fédéral, et termine par une déclaration formelle des droits, et de la participation du Canada dans la guerre actuelle.

Le discours était précédé par M. Rochas Lefebvre, qui, en français, présenta l'honorable M. Casgrain. Les honorables M. Casgrain, Doherty, Patenaude, le sénateur Beaudin, M. L. O. Talbot, et



L'HON. M. T.-C. CASGRAIN, ministre des Postes, qui a fait un magistral exposé de la politique du gouvernement samedi.

A BERTHIERVILLE

L'HON. P. PATENAUDE CROIT A LA VICTOIRE SAIS CONSCRIPTION

Quand 350,000 canadiens se battent par patriotisme, il ne peut être question de service obligatoire, dit le ministre du Revenu de l'intérieur.

DISCOURS DU SENATEUR BEAUDIN

(De l'événement de la PATRIE)

BERTHIERVILLE 2.—Plus de six mille personnes sont venues de toutes les paroisses du comté de Berthier assister à la grande démonstration patriotique organisée par M. J. A. Barrette, député de Berthier.

De l'aube de tout, la population a vu hier après-midi l'une des réunions les plus importantes et les plus estudiantines de la saison, longtemps à Berthierville. L'assemblée était présidée par la présence de l'honorable M. E. L. Patenaude, ministre du Revenu de l'intérieur qui a prononcé un discours particulièrement éloquent. Le ministre du cabinet Borden a déclaré, qu'il ne pouvait être question de conscription, « car nous sommes en guerre, et nous sommes en guerre avec les armes de la France et les phalanges, sacrées ».

Le discours fut précédé par M. le docteur J. O. Gaudry, maire de Berthierville, et ancien député de Berthierville. Les orateurs de cette remarquable manifestation furent M. J. A. Barrette, M. P. l'honorable E. L. Patenaude, le sénateur Beaudin, M. Aimé Chénard, président de l'Association de la Jeunesse Can-



L'HON. M. E. L. PATENAUDE, ministre du Revenu de l'intérieur, qui a prononcé un discours particulièrement éloquent.

DIX ZEPPELINS ONT DOMINÉ

A NICOLET

SIR WILFRID LAURIER EST L'ENNEMI LE PLUS DANGEREUX DU CANADA

M. Henri Bourassa a exprimé cette opinion, hier, et a déclaré : « Les Nationalistes sont les seuls qui ont gardé leur sang-froid depuis le commencement de la guerre ».

LES ADIEUX DE M. LAMARCHE

(De l'événement de la PATRIE)

NICOLET 2.—Les électeurs de Nicolet ont eu, hier, après-midi, l'honneur d'entendre leur ancien député, M. Paul-Émile Lamarche. Bien que la rencontre n'ait pas été prévue, elle a été très intéressante. Les circonstances n'ont pas permis d'être plus nombreux. Les électeurs ont répondu en grand nombre à l'invitation de leur ancien mandataire. On estime qu'il y avait là 5,000 sur la place publique. Ils ont applaudi vivement les déclarations d'indépendance et l'absence de la défection de M. Lamarche. C'est le chef nationaliste, M. Bourassa, qui a tenu la séance du jour par sa violence antécédente contre Sir Wilfrid Laurier.

L'allocution de M. Lamarche revêtit une forme des plus modernes. Dans un langage sobre, concis et dénué de toute personnalité, il déclara qu'il démissionnait de son poste de député, et qu'il abandonnait son siège à la Chambre des Communes. Le 21 septembre, de la conduite qu'il tint, au cours des deux dernières années, qu'il passa au parlement fédéral. Les paroles de M. Lamarche furent très applaudies par les assistants.



M. HENRI BOURASSA, qui a déclaré hier que les nationalistes sont les seuls qui n'ont pas perdu leur sang-froid.

A ST-REMI

NOUS DEVRIONS

A STE-GENEVIÈVE

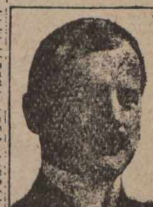
L'HON. P. E. BLONDIN DIT: CANADA, C'EST LA VICTOIRE OU LA MORT!

"Il n'y a qu'une seule politique à l'heure actuelle", dit le secrétaire d'Etat du Canada, qui a offert ses services à l'armée dès le début de la guerre.

"POUR L'IMPUR, TOUT EST IMPUR!"

(Dépêche spéciale à la PATRIE)

QUEBEC 2.—L'après-midi, l'Assemblée législative a tenu sa 101e séance. M. P. E. Blondin, secrétaire d'Etat, a présidé. La séance a été très intéressante. Elle a été ouverte par le discours de M. le ministre de l'Intérieur, M. T. Chénard, qui a déclaré que le Canada était prêt à tout pour la victoire. M. le ministre de l'Intérieur a ensuite lu une lettre de M. le ministre de la Guerre, M. L. D. Talbot, qui a déclaré que le Canada était prêt à tout pour la victoire. M. le ministre de l'Intérieur a ensuite lu une lettre de M. le ministre de la Guerre, M. L. D. Talbot, qui a déclaré que le Canada était prêt à tout pour la victoire.



L'HON. M. P. E. BLONDIN, secrétaire d'Etat, qui a déclaré que le Canada était prêt à tout pour la victoire.

CONSERVATIVE-NATIONALIST ALLIANCE REVIVED.

"A vote for Laurier is a vote for Bourassa" Toronto News.

"I do not hesitate to declare that Sir Wilfrid Laurier is the most nefarious man that, not only the Province of Quebec, but Canada has ever had" Henri Bourassa, speaking at Nicolet, on Sept. 30th, 1916.

In season and out of season the Toronto News, and the Conservative party in Ontario have charged Sir Wilfrid Laurier with being anti-British, and with having designs upon the provincial rights of Ontario in favor of his French-Canadian compatriots. At Montreal on Sept. 27th, Sir Wilfrid Laurier made clear to all who wished to see his stand both upon the war and the language question. His sentiments in regard thereto may be found in another column of this publication.

But on the Sunday following Quebec Conservatives, and Nationalist forces, whose allied offensive against Sir Wilfrid in 1911 had been so successful, again joined in a frontal attack upon the Liberal chief. But they, while Ontario Conservatives accused him of being anti-British, and of having designs upon Ontario provincial rights, charged him with being too British, and with being recreant in his duty to his compatriots. The portraits of the men who took part in this attack are reproduced above from La Patrie of Montreal.

A glance at the portraits will show that the same men combined against Sir Wilfrid Laurier in 1911.

Some may say that Mr. Casgrain, Postmaster-General should be excepted, but the public has the word of Mr. Bourassa on Sept. 30th, that Mr. Casgrain came to him in 1911 and advised him to oppose not only the Laurier Naval policy, but all participation in the empire's wars.

Messrs. Blondin and Patenaude were as anti-British as Bourassa and Laverge in 1911. They are now members of the Borden cabinet.

Ontario Conservatives declare that Sir Wilfrid had designs upon provincial rights. What does Sir Robert's cabinet ministers in Quebec say? Speaking on the bilingual resolution Mr. Blondin said at Ste. Genevieve on Sept. 30th: "Sir Robert Borden declared that he stood ready to do his duty should the Imperial Privy Council decide against the legislation in Ontario. Should such a circumstance arise Sir Wilfrid Laurier's attitude would be—and I challenge him to deny it—that were Sir Robert Borden to bring in a remedial bill in accordance with the judgment, as Sir Charles Tupper did in 1896, Sir Wilfrid Laurier and his party would stand for "Hands off Ontario," as they did for "Hands